

## **Conseil Supérieur de l'Éducation**

Séance du 06 juin 2024

### **Voeu proposé par la FAGE, le SGEN-CFDT, Les Lycéens**

#### **Exposé des motifs :**

L'Éducation Nationale est dans la tourmente. Nous sommes dans un contexte où nous manquons cruellement d'enseignantEs dans nos établissements scolaires et où les inscriptions en MEEF et aux concours diminuent.

Pour pallier cela, une réforme, s'appliquant de manière progressive dès la rentrée 2024, jusqu'en 2026 a été initiée et se déclinant en trois axes :

- Le concours externe en Licence 3 dès 2025 ;
- La réforme de la formation initiale ;
- La création de l'École Normale Supérieure du Professorat (ENSP) ;

Si le basculement du concours en Licence 3 et une refonte de la formation initiale ne sont pas des projets dénués de sens, cela doit s'accompagner d'une mise en application éclairée et travaillée.

Or, à trois mois de la rentrée, aucun texte officiel n'a été émis, ne laissant entendre que des bruits de couloirs. De même que les temps d'échanges et de travail se comptent sur les doigts d'une main. À trois mois de la rentrée, de nombreuses questions restent sans réponse.

En l'état actuel, appliquer cette réforme aussi rapidement est une menace pour les étudiantEs, leur formation et leur futur métier, qui in fine pourrait avoir l'effet inverse en termes d'attractivité. De plus, si l'absence de statut et de rémunération pour les lauréats des concours en M1 devait être confirmée, le déplacement du concours en licence perdrait tout son intérêt pour les étudiants.

#### **Vœu :**

Compte tenu du manque d'information, de concertation et du calendrier dans lequel nous sommes, le CSE s'oppose à une application dès la rentrée 2024 de la réforme et demande son report pour la rentrée 2025.

Le CSE demande également de réels temps d'échange et de travail avec l'ensemble des acteurs et actrices du monde de l'éducation et de l'enseignement, allant des syndicats nationaux aux organisations étudiantes.

Enfin, le CSE demande la publication d'annonces officielles quant à la réforme.